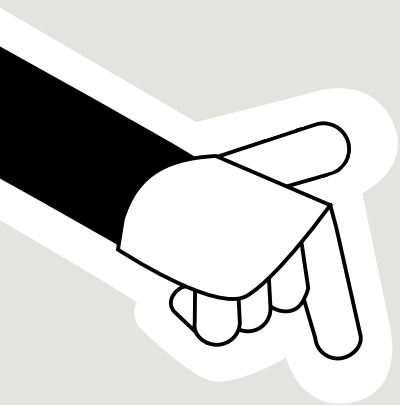




Big Pharma: le profit à tout prix

Les 10 stratégies de
la pharma pour maximiser
ses profits

Public Eye

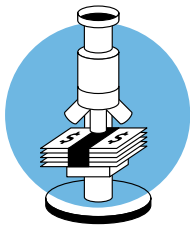


La pandémie de Covid-19 jette une lumière crue sur le modèle d'affaires problématique de l'industrie pharmaceutique. Dans le discours, les géants de la pharma se targuent d'agir pour le bien de la société. Mais dans les faits, ils exploitent la crise du coronavirus à leur avantage. Public Eye décortique les 10 stratégies de la pharma pour réaliser des profits colossaux, au détriment de l'intérêt public.

Le Covid-19 a de lourdes conséquences sur la santé, la subsistance et la vie sociale partout dans le monde. Elle touche de plein fouet les populations les plus vulnérables, dans le monde entier et en particulier dans les pays en développement et émergents. Les mesures nationales ne sont pas de taille pour lutter contre une pandémie ; les efforts doivent être coordonnés entre les pays.

Les belles paroles des sociétés pharmaceutiques et des pays riches, qui affirment que tout est différent cette fois-ci, compte tenu de l'ampleur et de l'urgence de la pandémie, sont hypocrites. Public Eye analyse les stratégies des géants de la pharma pour maximiser leurs bénéfices et tirer profit de la crise, alors même que leurs produits ont été massivement financés par des fonds publics. Les pays riches, comme la Suisse, protègent les intérêts de leur industrie pharmaceutique, en entravant les efforts déployés à l'international en faveur d'un accès équitable aux vaccins, tests et traitements contre le Covid-19. Or la santé est un droit humain que les États ont le devoir de protéger. S'il n'est pas garanti, ils doivent intervenir.

Les 10 stratégies de la pharma pour maximiser ses profits

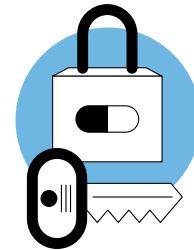


1 – DÉFINIR LES PRIORITÉS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT UNIQUEMENT EN FONCTION DES PROFITS

► **FAITS** : en 2003, le monde a déjà traversé une crise sanitaire déclenchée par un coronavirus très similaire au Covid-19. Dix-sept ans plus tard, aux débuts de la pandémie actuelle, nous n'avions aucun prototype de vaccin ni traitement potentiel pour les maladies causées par le Covid-19.

► **EXPLICATION** : les géants de la pharma développent des traitements qui rapportent, pour les malades qui peuvent les payer. Elles se concentrent prioritairement sur les maladies chroniques comme le cancer ou le diabète, dont le traitement peut s'étaler sur une longue période. Le traitement de maladies infectieuses qui touchent surtout les populations de pays pauvres n'est pas lucratif, pas plus que les antibiotiques, qui devraient être aussi peu prescrits que possible, ou les vaccins, qui préviennent une maladie.

► **CONSÉQUENCES** : jusqu'à récemment, les sociétés pharmaceutiques s'intéressaient de moins en moins aux maladies transmissibles et au développement de vaccins. Mais la pandémie de Covid-19 en a fait un marché lucratif pour les pharmas, qui ont flairé de bonnes affaires.

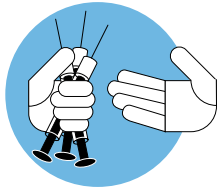


2 – ABUSER DES BREVETS

► **FAITS** : déjà au printemps 2020, il était clair que le brevetage des vaccins entraînerait des difficultés d'approvisionnement. Mais les mises en garde n'ont pas été entendues ; les multinationales et leurs groupes d'intérêts, tout comme les pays riches, ont minimisé le rôle des brevets dans cette pénurie annoncée.

► **EXPLICATION** : les brevets visent à indemniser les entreprises pour le développement d'innovations en empêchant d'autres de fabriquer et de commercialiser leurs inventions. L'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), en vigueur depuis 1995, a entraîné une mondialisation d'incitations problématiques et non durables sur le plan social (stratégie 1). Les multinationales abusent du pouvoir que leur confère leur situation de monopole et fixent des prix excessifs, en dépit du financement public massif (stratégie 7). Les populations des pays à faible revenu en subissent de plein fouet les conséquences. Mais les prix excessifs des médicaments et l'explosion des coûts de la santé deviennent aussi de plus en plus problématiques dans les pays riches dotés de services de soins publics.

► **CONSÉQUENCES** : dans la pandémie de Covid-19, le système des brevets est particulièrement lucratif pour les géants de la pharma. Ils tiennent secrètes les connaissances, créent des difficultés d'approvisionnement artificielles et ont un énorme pouvoir pour fixer le niveau des prix comme bon leur semble (stratégie 8). Cette situation entraîne une pénurie mondiale et une accumulation de réserves dans la panique.



3 – AXER LE MARCHÉ SUR LES BESOINS DES PAYS RICHES

► **FAITS** : les géants de la pharma et les pays riches sont aussi complices durant une pandémie comme le Covid-19. Les pays riches comme la Suisse signent des « deals » exclusifs à des prix excessifs et font peser le poids de ces contrats opaques sur les coûts de la santé publique.

► **EXPLICATION** : les médicaments sont développés en premier lieu pour les problèmes de santé les plus répandus dans les pays riches (stratégie 1). Les géants de la pharma sont domiciliés dans quelques pays riches comme la Suisse ou les États-Unis, premier marché au monde qui représentait en 2019 plus de 500 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

► **CONSÉQUENCES** : les pays riches ont acheté suffisamment de doses pour vacciner plusieurs fois leur population. À la fin du mois de janvier 2021, seuls 4 % des vaccinations avaient été réalisées dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ceux-ci devront probablement attendre jusqu'en 2024 pour atteindre l'immunité collective. Le COVAX, système multilatéral visant une répartition équitable des vaccins, sera vraisemblablement un échec en raison du manque de soutien politique et financier des pays riches et du monopole des multinationales.



4 – REFUSER LA TRANSPARENCE ET DE DEVOIR RENDRE DES COMPTES

► **FAITS** : l'opacité est un pilier du modèle d'affaires des géants de la pharma. Alors qu'ils profitent d'avantages tels que les brevets et d'autres droits d'exclusivité (stratégie 2) ainsi que des financements publics (stratégie 7), ils refusent systématiquement de faire preuve de transparence.

► **EXPLICATION** : en raison de l'absence de réglementation en matière de transparence, il existe un énorme déséquilibre de pouvoir entre les géants de la pharma et les gouvernements. Celui-ci se matérialise premièrement dans le fait que près de la moitié des essais cliniques réalisés ne sont jamais publiés. Deuxièmement, les géants de la pharma gonflent systématiquement les estimations de leurs propres investissements dans le développement de nouveaux médicaments par rapport aux investissements publics. Troisièmement, les prix et les rabais concédés par les firmes pharmaceutiques sont tenus secrets, ce qui renforce le pouvoir des multinationales.

► **CONSÉQUENCES** : l'opacité a toujours été un grand problème, et la crise du Covid-19 en renforce les conséquences négatives. En parallèle, toute l'attention est portée sur les progrès réalisés dans la recherche de vaccins et de traitements. Les géants de la pharma en profitent, et continuent à tenir secrètes des informations importantes dans leur propre intérêt.



5 – FAÇONNER LES ESSAIS CLINIQUES DANS SON PROPRE INTÉRÊT

► **FAITS** : les firmes pharmaceutiques contrôlent le processus de recherche et développement, et notamment les essais cliniques. Il est donc tentant de concevoir ces essais en influençant les résultats, de façon à permettre une mise sur le marché aussi rapide que possible. Plus vite un produit est mis sur le marché, plus longtemps les firmes pharmaceutiques peuvent profiter de leur brevet.

► **EXPLICATION** : en fixant des objectifs peu ambitieux pour leurs essais cliniques, les pharmas cherchent à obtenir rapidement une autorisation de mise sur le marché. Pour qu'un médicament puisse être commercialisé, il n'est pas nécessaire de prouver qu'il apporte un intérêt thérapeutique supplémentaire. De plus en plus, il suffit seulement de montrer que le médicament n'est pas moins bon que les traitements existants. De nombreuses études montrent que les essais sponsorisés par l'industrie ont davantage tendance à dissimuler des résultats défavorables que ceux financés par d'autres sponsors.

► **CONSÉQUENCES** : la publication sélective du protocole et des résultats des essais cliniques empêche toute vérification indépendante, met des personnes en danger et entraîne un gaspillage de ressources publiques. La pandémie de Covid-19 n'a pas fait exception. Des spécialistes de renom ont aussi constaté qu'en dépit de l'urgence, les essais sur le Covid-19 auraient pu être mieux conçus et plus ambitieux.

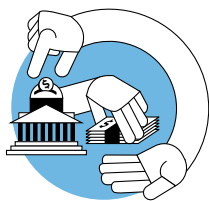


6 – SOCIALISER LES RISQUES, PRIVATISER LES PROFITS

► **FAITS** : les sociétés pharmaceutiques justifient les brevets, la situation de monopole qu'ils confèrent et les énormes marges bénéficiaires qu'ils permettent de dégager par les risques qu'elles prennent lors de la recherche et le développement complexes de nouveaux médicaments. En réalité, elles déploient tous les efforts juridiques, politiques et techniques pour minimiser et externaliser systématiquement les risques commerciaux à travers la recherche et le développement financés par des fonds publics.

► **EXPLICATION** : les fonds publics ont toujours été essentiels pour l'innovation pharmaceutique. De plus, les sociétés pharmaceutiques minimisent leurs risques dans la recherche et le développement en apportant uniquement de petites modifications à des médicaments existants afin de pouvoir déposer un nouveau brevet et de renforcer ainsi leur position de monopole. La véritable innovation est souvent faite dans des institutions publiques et de petites entreprises qui sont rachetées par des multinationales.

► **CONSÉQUENCES** : ce déséquilibre systémique se renforce pendant la pandémie de Covid-19. La privatisation des profits et la socialisation des risques, de l'investissement au devoir de rendre des comptes, ont des impacts néfastes multiples pour la collectivité.



7 – ENCAISSER DES FONDS PUBLICS SANS CONTREPARTIES

► **FAITS** : cette pandémie a montré plus que jamais à quel point le développement de nouveaux médicaments est tributaire des fonds publics. Comme les mécanismes de fixation de prix n'en tiennent pas compte (stratégie 8), la population paie en fin de compte deux fois : elle subventionne les firmes pharmaceutiques avec ses impôts et en parallèle, elle est contrainte de payer les médicaments à des prix excessifs non régulés, contribuant ainsi aux profits colossaux des géants de la pharma.

► **EXPLICATION** : la logique de maximisation des profits des firmes pharmaceutiques néglige les besoins de santé essentiels, tels que les vaccins (stratégie 1). Les gouvernements et les initiatives d'utilité publique cherchent à corriger ces défaillances. Si des gouvernements décident de céder au secteur privé la production de nouveaux médicaments, ils devraient alors assurer leur rôle de régulateur et honorer leur devoir de protéger le droit humain à la santé. Cela signifie que les États doivent contribuer activement à modeler le système et, par exemple, imposer des conditions en échange de l'octroi de fonds publics.

► **CONSÉQUENCES** : rien qu'en 2020, plus de 93 milliards d'euros de fonds publics ont été investis dans le développement des vaccins, diagnostics et traitement du Covid-19 – et c'est la pharma qui en a profité. Les gouvernements ont toutefois manqué une occasion de soumettre ces subventions à des conditions d'accès, de prix ou de transparence. Les pays riches, comme la Suisse, protègent leur industrie pharmaceutique et s'opposent farouchement à tous les efforts déployés à l'international pour garantir l'accès universel à ces technologies brevetées.

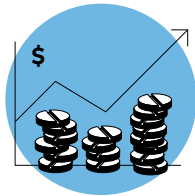


8 – IMPOSER DES PRIX INJUSTIFIABLES ET INCONTESTABLES

► **FAITS** : les firmes pharmaceutiques profitent des avantages que leur confère le système actuel, et les gouvernements ne les mettent pas face à leurs responsabilités. Ainsi, les autorités de surveillance, les assurances et les patient-e-s se trouvent en position de faiblesse pour négocier des prix qui permettraient de rendre les médicaments accessibles à tout le monde. Dans la pandémie de Covid-19, les conséquences de ce déséquilibre sont particulièrement visibles.

► **EXPLICATION** : le manque de transparence (stratégie 4) dans les coûts de recherche et développement rend plus difficile de déterminer un prix juste. En parallèle, les financements publics dans le développement de médicaments par des recherches indépendantes sont de plus en plus importants et évidents. Cela met les géants de la pharma dans l'embarras, et c'est pourquoi ils invoquent de plus en plus l'argument de la « tarification basée sur la valeur » (*value-based pricing*). Or la santé n'est pas un bien de consommation : il est cynique et indéfendable d'estimer, comparer et prioriser le prix d'une vie humaine sauvée par un vaccin ou un médicament.

► **CONSÉQUENCES** : le prix de nouveaux médicaments étant calculé sur la base de celui de traitements existants, ils augmentent constamment. Dans la pandémie de Covid-19, nous avons manqué une occasion de sortir de ce cercle vicieux.



9 – VERSER DES DIVIDENDES ASTRONOMIQUES PLUTÔT QU'INVESTIR DANS DE NOUVEAUX MÉDICAMENTS

► **FAITS** : ces vingt dernières années, le secteur de la pharma s'est de plus en plus transformé en une industrie de l'investissement. Plutôt que d'investir dans le développement et la fabrication de médicaments, les géants de la pharma se comportent comme des fonds de placement privés : ils emploient surtout leur argent à racheter des concurrents et de plus petites entreprises, avec pour objectif de pouvoir verser des dividendes astronomiques à leurs actionnaires.

► **EXPLICATION** : les multinationales de la pharma rachètent souvent de plus petites entreprises pour récupérer leurs brevets. Elles investissent d'importantes sommes à cette fin et spéculent sur le retour sur investissement qu'offre l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament breveté. On assiste ainsi à une concentration d'une poignée de très grandes entreprises au pouvoir croissant sur le marché.

► **CONSÉQUENCES** : cette évolution rend les géants de la pharma dépendants des fluctuations du marché financier, alors qu'ils devraient se concentrer sur l'approvisionnement en médicaments essentiels pour la santé publique.



10 – INFLUER SUR LES CONDITIONS-CADRES À L'AIDE D'UN LOBBYING INTENSIF

► **FAITS** : l'industrie pharmaceutique, dont les géants suisses Roche et Novartis, investissent d'importantes sommes dans le lobbying. Aux États-Unis, premier marché mondial, 39 des 40 représentant-e-s du pouvoir législatif qui ont reçu les plus importantes contributions de sociétés pharmaceutiques siègent dans des commissions en charge de questions législatives liées au domaine de la santé. En Suisse également, le lobbying de l'industrie pharmaceutique est omniprésent et peu réglementé. Un travail intensif de lobbying est déployé face à toute tentative de faire baisser les prix des médicaments, qui figurent parmi les plus élevés au monde.

► **EXPLICATION** : les sociétés pharmaceutiques s'ingèrent avec succès dans la politique de santé et la législation y afférente. Elles orientent les débats, mettent leur « expertise » à disposition, influencent les accords commerciaux et canalisent les fonds publics afin qu'ils servent leurs propres intérêts. Ce lobbying intensif et opaque s'inscrit dans la logique d'« emprise des entreprises » (en anglais : *corporate capture*), c'est-à-dire la prise d'influence à long terme dans les processus et décisions politiques dans l'intérêt d'acteurs économiquement puissants, au détriment de l'intérêt général.

► **CONSÉQUENCES** : la double fonction et la dépendance financière de l'industrie n'entraînent pas toujours des pratiques néfastes ou illégales, mais elles causent de graves conflits d'intérêts, qui doivent être rendus transparents, faire l'objet de discussions publiques et empêchés par le biais d'une réglementation appropriée. L'influence systématique des multinationales met en danger les structures démocratiques, ainsi que la confiance envers les autorités politiques et institutions publiques.

Il est temps d'agir : nos revendications

PUBLIC EYE DEMANDE AU GOUVERNEMENT ET AUX AUTORITÉS POLITIQUES SUISSES

IMMÉDIATEMENT

- de soutenir le C-TAP (*Covid-19 Technology Access Pool*) lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en tant que solution mondiale pour l'accès équitable aux tests diagnostiques, traitements et vaccins ;
- de soutenir la demande de dérogation temporaire à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour les produits médicaux de lutte contre le Covid-19 ;
- de ne pas faire de réserves de vaccins et de soutenir résolument le mécanisme international COVAX pour une répartition équitable des vaccins ;
- de publier les contrats signés avec les fabricants de vaccins.

DE MANIÈRE GÉNÉRALE

- d'encourager des initiatives de science ouverte (*open science*) pour un accès équitable à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies ;
- de mettre pleinement en application la résolution de l'OMS sur l'amélioration de la transparence sur les prix des médicaments. Ce qui implique de ne pas octroyer de rabais secrets et de ne pas exclure les prix des médicaments et les rabais du champ d'application de la Loi sur la transparence ;
- de soumettre les investissements publics dans la recherche et le développement à des conditions d'accès public et une politique de prix raisonnable ;
- d'utiliser pleinement les flexibilités prévues dans les accords internationaux (flexibilités ADPIC) telles que les licences obligatoires.

PUBLIC EYE DEMANDE AUX SOCIÉTÉS PHARMACEUTIQUES

IMMÉDIATEMENT

- de cesser de profiter de la pandémie de Covid-19 pour maximiser leurs profits ;
- de suspendre les droits de propriété intellectuelle pendant la pandémie de Covid-19 et de partager tous les droits et savoir-faire via la plateforme C-TAP afin que la capacité de production de vaccins, diagnostics et traitements puisse rapidement être amplifiée ;
- de garantir le transfert de technologies à d'autres producteurs qualifiés, notamment avec le C-TAP ;
- de donner accès à toutes les informations sur les essais cliniques, y compris les protocoles et les données brutes ;
- de s'en tenir aux décisions des autorités sanitaires officielles (OMS) concernant la déclaration de la fin de la pandémie, et de ne pas avancer des motifs commerciaux pour la réduire ou la prolonger ;
- de ne pas imposer aux gouvernements des clauses de confidentialité et d'accepter que les contrats pour les vaccins soient rendus publics ;
- de divulguer, de manière détaillée et distincte, les investissements privés et publics dans le développement des technologies de lutte contre le Covid-19, afin qu'un prix final juste puisse être calculé.

Cette fiche d'information résume le rapport « Big Pharma takes it all », publié en mars 2021 par Public Eye. Le rapport (disponible en anglais) analyse le modèle d'affaires problématique de l'industrie pharmaceutique et montre comment les sociétés pharmaceutiques exploitent la pandémie de Covid-19 à leur avantage. Cette fiche d'information décrypte les 10 stratégies utilisées par les géants de la pharma pour maximiser leurs profits – même durant une crise sanitaire mondiale – au détriment de l'intérêt public. Elle présente également les revendications adressées par Public Eye aux autorités suisses et aux sociétés pharmaceutiques.

IMPRESSUM Big Pharma : le profit à tout prix, fiche d'information, Public Eye, mars 2021, 8 pages | **Auteur-e-s** Patrick Durisch, Gabriela Hertig | **Traduction** Maxime Ferréol | **Édition** Romeo Regenass, Floriane Fischer | **Mise en page** Karin Hutter | **Pictogrammes** opak.cc | **Photos de couverture** © Nataliya Vaitkevich/Pexels, Tang Ming Tung/Getty Images

Également disponible en allemand : Big Pharma : Profit um jeden Preis, Faktenblatt, Public Eye, März 2021, 8 Seiten | **Cette fiche d'information est basée sur le rapport** Big Pharma takes it all. A Public Eye Report, March 2021, 52 pages.

PUBLIC EYE porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises à l'étranger. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, Avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne
Tel. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte de dons 80-8885-4

publiceye.ch  [@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse)  [@PublicEyeSuisse](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse)  [@publiceye.ch](https://www.instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye